

COMMUNE de STOTZHEIM
Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
Canton d'OBERNAI

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 26 octobre 2023

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Gwenn GAUDIN, Élodie HESTIN, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Didier METZ, Maxime METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joseph EHRHART, Raphaël EDEL

Procurations : Joseph EHRHART à Norbert RIESTER

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Caroline BAUMERT, comme secrétaire de séance.

Mme Valérie HIRTZ, absente excusée en début de séance, n'a pas participé au vote du point n°1 et point n°2.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 SEPTEMBRE 2023

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

BAUX DE CHASSE COMMUNAUX POUR LA PÉRIODE 2024 – 2033 : AGRÉMENT DES CANDIDATURES ET APPROBATION DES CONVENTIONS GRÉ À GRÉ

Agrément des candidatures

- Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1^{er} février 2033,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 septembre 2023, portant approbation de la constitution et du périmètre du ou des lots de chasse, des caractéristiques des lots, du choix du mode de location, des conditions particulières,
- Vu l'avis favorable de la Commission Consultative de la Chasse Communale en date du 23 octobre 2023,

Exposé

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1er février 2024. Les chasses seront donc remises en location dans les mois qui viennent pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1er février 2033.

Tous les candidats à la location de la chasse communale doivent fournir un dossier de candidature complet (article 16 du cahier des charges type).

Les déclarations de candidature et les pièces annexées sont examinées et agréées par le Conseil Municipal après avis de la commission consultative communale ou intercommunale de chasse. Il convient de se référer à l'article 17 du cahier des charges type relatif aux modalités et conditions d'agrément des candidatures.

Les règles relatives au dossier et à l'agrément des candidatures s'appliquent quel que soit le mode de location :

Si le droit de priorité trouve à s'exercer : convention de gré à gré, adjudication avec droit de priorité ;

En l'absence de droit de priorité : appel d'offres ou adjudication.

Si le dossier est complet et que le candidat n'est pas concerné par un motif d'irrecevabilité, sa candidature pourra être agréée. Dans le cas contraire, sa candidature ne devrait pas être agréée par le Conseil Municipal.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE :

1) Pour le lot n°1 faisant l'objet d'un droit de priorité, d'agréer la candidature de Xavier BARTHELMEBS,

2) Pour le lot n°2 faisant l'objet d'un droit de priorité, d'agréer la candidature de l'Association de Chasse Renard.

- DÉCIDE d'adopter le principe de clauses particulières pour les conventions de gré à gré.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Approbation de la convention de gré à gré pour les lots n°1 et n°2

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1er février 2033,
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 septembre 2023, portant approbation de la constitution et du périmètre du ou des lots de chasse, des caractéristiques des lots, du choix du mode de location, des conditions particulières
- Vu la délibération du conseil municipal de ce jour portant agrément du locataire pour le lot n°1 et le lot n° 2,
- Vu l'avis favorable de la commission consultative communale ou intercommunale de chasse en date du 23 octobre 2023,

Exposé

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1er février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1er février 2033.

La commission consultative communale ou intercommunale de chasse doit émettre un avis simple sur l'agrément des candidats et si les conditions sont réunies, sur les conventions de gré à gré.

Par une première délibération de ce jour, le Conseil municipal a agréé la candidature du locataire sortant pour le lot n°1 et le lot n°2,

Si le droit de priorité pour le lot n°1 et lot n°2 trouve à s'exercer ET si le locataire sortant d'un ou de plusieurs lots concernés a fait valoir son droit de priorité dans les formes et délais réglementaires, la passation d'un nouveau bail interviendra soit par une convention de gré à gré, soit après une procédure d'adjudication.

Il appartient au Conseil municipal, après avis simple de la commission communale ou intercommunale, d'approuver la ou les conventions de gré à gré, lorsque les conditions nécessaires pour la mise en œuvre de cette procédure sont remplies, en particulier l'exercice du droit de priorité.

Après approbation par le Conseil municipal, la convention pour chacun des lots concernés doit être signée par le maire et le locataire avant le 2 novembre 2023.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

1) Pour le lot n°1

Après avoir constaté la recevabilité du dossier de candidature du locataire sortant pour ce lot et que celui-ci qui a fait valoir son droit de priorité dans les formes et conditions prévues par les textes :

- Approuve la convention de gré à gré jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de 6 000 € (six mil euros),
- Autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale.

2) Pour le lot n°2

Après avoir constaté la recevabilité du dossier de candidature du locataire sortant pour ce lot et que celui-ci qui a fait valoir son droit de priorité dans les formes et conditions prévues par les textes :

- Approuve la convention de gré à gré jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de 12 000 € (douze mil euros),
- Autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT DES SORTIES ÉCOLES

- Vu la délibération du 23 mai 2023 par laquelle le conseil municipal demande que les projets de sortie scolaire soient présentés en séance du Conseil municipal avant la présentation aux parents d'élèves en conseil d'école et décide que le montant alloué au prochain Budget Primitif 2024 se limitera à 3 000 € pour les deux écoles,
- Vu la demande présentée par la Directrice, Mme Burg, pour la prise en charge des frais de transport les sorties suivantes :
 - Maison de la nature à Muttersholtz le 17 mai 2024,
 - Atelier de la Seigneurie à Andlau date non connue à ce jour,
 - Escalade à Sélestat le 18 juin 2024,
- Vu la demande présentée par la Directrice de l'école maternelle, Mme Ducornet, pour la prise en charge des frais de transport pour la sortie au musée Würth à Erstein en février 2024,
- Vu la demande présentée par la Directrice, Mme Burg, pour présenter la classe de mer organisée,
- Vu les devis présentés,
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de prendre en charge les frais de transport pour les sorties :
 - Maison de la nature à Muttersholtz le 17 mai 2024,
 - Atelier de la Seigneurie à Andlau,
 - Escalade à Sélestat le 18 juin 2024
- DIT que la demande de subvention pour la classe de mer et la demande de sortie au musée Würth pour l'école maternelle seront soumis au prochain conseil,
- PRÉCISE que le montant alloué au compte 6247 au Budget Primitif 2024 devra prendre en compte la présente décision,

- CHARGE les enseignantes d'annuler le transport en cas d'empêchement,
- PRÉCISE que toute annulation non effectuée sera à la charge de la Coopérative Scolaire,
- CHARGE le Maire d'informer les directrices de l'école de cette décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

RENOUVELLEMENT D'UN CONTRAT D'INTERVENTION SYLVICOLE AVEC L'ENTREPRISE STUDLER

- Vu la convention signée le 12 septembre 2018 avec l'entreprise de travaux forestiers et de débardage Michel STUDLER de SÉLESTAT portant sur l'exploitation du bois d'œuvre et d'industrie dans la forêt de Stotzheim,
- Considérant que cette convention arrive à échéance au 30 septembre 2023,
- Vu les tarifs proposés par l'entreprise Michel STUDLER pour une reconduction de la convention signée en 2018,
- Considérant que ces tarifs ont augmentés,
- Considérant la qualité du travail fourni par l'entreprise STUDLER : disponibilité, souplesse, connaissance des travaux et de la forêt communale,
- Vu le compte rendu de la Commission Forêt réunie le 24 octobre 2023,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de renouveler le contrat d'intervention sylvicole avec l'entreprise STUDLER,
- AUTORISE le Maire à signer une convention pour des travaux sylvicoles pour cinq ans avec l'entreprise STUDLER.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX À LA COMMUNAUTÉ DES COMMUNES DU PAYS DE BARR POUR LA CANTINE/GARDERIE

- Vu les dispositions des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales régissant la mise à disposition de plein droit des biens meubles et immeubles en cas de transfert de compétence, respectivement celle de l'accueil périscolaire,
- Considérant que les locaux de la salle multi-associative, sise 32 route Romaine, la cour extérieure et les blocs sanitaires extérieurs, situés dans l'enceinte scolaire, hébergent l'accueil de la cantine / garderie gérée par le service Enfance & Jeunesse de la Communauté de Communes Barr-Bernstein,
- Vu la délibération du 5 septembre 2016 par laquelle le Conseil municipal approuve la convention de mise à disposition de locaux à la Communauté des Communes Barr-Bernstein,
- Vu la nouvelle convention signée le 1^{er} septembre 2016,
- Vu la délibération du 29 juin 2017 par laquelle le Conseil municipal approuve la convention de mise à disposition de locaux à la Communauté des Communes du Pays de Barr,
- Vu la nouvelle convention signée le 24 mai 2017,
- Vu la délibération du 11 septembre 2018 par laquelle le Conseil municipal approuve l'avenant de la convention et décide de la revalorisation des pourcentages des frais relatifs à cette mise à disposition,
- Vu l'avenant signé le 18 septembre 2018,
- Vu la délibération du 25 février 2021 par laquelle le Conseil municipal approuve la convention de mise à disposition de locaux à la Communauté des Communes du Pays de Barr,
- Vu la nouvelle convention signée le 1^{er} septembre 2020,

- Vu la délibération du 8 décembre 2022 par laquelle le Conseil municipal décide de mettre à disposition de la cantine / garderie les locaux suivants :
 - Salle s/préau exclusivement mis à disposition à compter du 3 janvier 2023,
 - Bibliothèque : : à compter du 20 février 2023, au retour des vacances d'hiver,
- Vu le projet de convention à intervenir avec la Communauté de Communes du Pays de Barr précisant les conditions de mise à disposition et d'utilisation des lieux,
- Entendu M. le Maire qui informe que la convention sera modifiée pour inclure la mise à disposition des vélos des écoles pour un montant forfaitaire de 5€/an,
- Entendu les avis des conseillers quant à la proposition du montant forfaitaire proposé pour la mise à disposition des vélos,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'approuver la convention à intervenir avec la Communauté de Communes du Pays de Barr, définissant les conditions de mise à disposition et d'utilisation des salles au rez-de-chaussée, sise 32 route Romaine, la cour extérieure et les blocs sanitaires extérieurs, situés dans l'enceinte scolaire, affectés à l'accueil de la cantine / garderie gérée par le service Enfance & Jeunesse de la Communauté de Communes du Pays de Barr, ainsi que la mise à disposition de salle de motricité de l'école maternelle,
- DEMANDE que le montant forfaitaire pour la mise à disposition des vélos soit réévalué à 5€/an/vélo,
- PRÉCISE qu'en cas de désaccord, la clause sera à supprimer de la convention,
- CHARGE le Maire d'informer la Communauté des Communes du Pays de Barr de cette décision
- AUTORISE le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents liés à la mise en œuvre de la présente décision.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

DÉLÉGATION DE SIGNATURE EXPRESSE

- Vu la délibération du 18 avril 2011 portant acquisition de la parcelle Boiron, rue des Roses, cadastrée section 6, parcelle 14, soit 29 m²,
- Vu la délibération du 10 juin 2014 portant acquisition de la parcelle chemin Woelfli, cadastrée section 51 n° 593/37 de 2,50 ares,
- Vu la délibération du 6 mai 2019 portant acquisition de la parcelle Impasse des Jardins, cadastrée section 51 n°263, de 5,33 ares,
- Vu les projets des actes d'achats sous la forme administrative pour l'acquisition de parcelles à intégrer au domaine public;
 - rue des Roses,
 - Chemin Woelfli
 - Impasse des Jardins
- Considérant que le Maire agit en tant que notaire lors de l'établissement d'acte administratif,
- Considérant que M. Norbert RIESTER, Adjoint, devra signer l'acte comme représentant de la Commune, qui nécessite une délégation de signature expresse pour signer les actes,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de donner délégation de signature à M. Norbert RIESTER, Adjoint, pour représenter la Commune pour les actes d'achats sous le format administrative à intervenir pour l'acquisition de parcelles à intégrer dans le domaine public communal, pour la rue des Roses, le chemin Woelfli et l'Impasse des Jardins.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX DU CIMETIÈRE COMMUNAL : CHOIX DU PRESTATAIRE

- Vu la délibération du 13 septembre 2023 par laquelle le Conseil décide d'effectuer les travaux au cimetière et de retenir l'offre de EST PAYSAGES, sis 67118 GEISPOLSHEIM, d'un montant HT de 95 888,50 €, avec option béton roulé,
- Entendu M. Norbert RIESTER, Adjoint, qui informe le Conseil que le devis reçu par ALSAVERT SAS, sis 67310 BERGBIETEN, était incomplet et ne pouvait être comparé aux autres devis reçus, compte tenu que le chiffrage des voliges en acier en limite de chemin n'étant pas inclus dans l'offre présentée,
- Vu le nouveau devis reçu,
- Vu le comparatif des offres présentées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'effectuer les travaux au cimetière communal,
- DÉCIDE de retenir l'offre de ALSAVERT SAS, sis 67310 BERGBIETEN, d'un montant HT de 80 767,50 €, avec option béton roulé,
- DIT que la présente délibération remplace et annule la délibération n°8 du 13 septembre 2023
- PRÉCISE que la section investissement, article 2116 du Budget Primitif 2023 et Budget Primitif 2024 devra être modifié afin de prévoir les crédits nécessaires aux travaux,
- CHARGE le Maire de solliciter les subventions pour ce projet,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

PERSONNEL : MISE À JOUR DES EFFECTIFS

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code Général de la Fonction Publique,
- Vu la délibération du 2 mars 2023 portant création d'adjoint technique territorial à temps complet,
- Vu la délibération du 23 mai 2023 portant création d'un emploi d'ATSEM à temps non complet, à raison de 27,79/35^{ème},
- Vu la délibération du 18 juillet portant création d'un poste permanent d'adjoint administratif territorial à temps non complet à raison de 23/35^{ème} et supprimant le poste d'adjoint administratif territorial à temps non complet à raison de 15/35^{ème},
- Considérant que la mise à jour du tableau des effectifs de la Commune est nécessaire,
- Vu la délibération du 13 septembre 2023 par laquelle le Conseil municipal prend acte du tableau des effectifs et autorise le Maire à saisir le Comité Social Territorial du Centre de Gestion du Bas-Rhin pour avis,
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 5 septembre 2023,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de supprimer un poste d'Adjoint Administratif de 2^{ème} classe, à raison de 15/35^{ème},

- DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filière	Catégorie	Grade	DHS	Nombre de poste	Poste pourvu	Poste vacant
Technique	B	Technicien Principal 1 ^{ère} classe	35/35 ^{ème}	1	1	0
	C	Adjoint Technique territorial	35/35 ^{ème}	1	1	0
	C	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	18,27/35 ^{ème}	1	1	0
	C	Adjoint technique territorial	1,22/35 ^{ème}	1	1	0
Médico-sociale	C	ATSEM Principal 1 ^{ère} classe	32,30/35 ^{ème}	1	1	0
	C	ATSEM Principal 2 ^{ème} classe	27,79/35 ^{ème}	1	1	0
Administrative	C	Adjoint administratif territorial	23/35 ^{ème}	1	1	0
	C	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	35/35 ^{ème}	1	1	0

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

LOCATION D'UN PRÉ COMMUNAL

- Vu le courrier de résiliation du 2 octobre 2023 de Monsieur Patrick HELBLING pour la location de la terre agricole de la parcelle cadastrée section 56 n° 8 (lot 11), au lieudit Sandfurt, de 98 ares,
 - Vu les articles L.415-11 et L.411-15 du Code rural,
 - Vu la délibération du 4 février 2002 fixant les critères de participation au tirage au sort préalable à l'attribution de terrains communaux,
 - Considérant cependant que les conditions de participation pour la sélection des candidats doivent être refixées, notamment par rapport au statut de prioritaire (selon l'article L. 411-15 du Code rural : jeune agriculteur bénéficiant de la DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs), exploitant de la commune répondant aux conditions,
 - Considérant qu'il n'existe plus de commission d'attribution des biens communaux suite au renouvellement général des Conseils municipaux suite au scrutin du 23 mars 2014 et que par conséquent la location est soumise à délibération du Conseil municipal,
 - Vu la délibération du 7 mars 2011 concernant les charges des fermages communaux,
- le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**
- DÉCIDE de mettre en location selon le régime des baux ruraux, pour une durée de 9 ans :
 - le pré, ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Sanbfurt, cadastré section 56, parcelle 8 (lot 11), d'une superficie de 98 ares,

- DÉCIDE de retenir le mode de location à l'amiable pour ce terrain,
- FIXE comme suit les critères de participation préalable à l'attribution de terrains communaux :
 - une priorité est réservée aux exploitants qui réalisent une installation bénéficiant de la DJA (article L 411-15 du Code rural),
 - le candidat devra pouvoir établir son titre de chef d'exploitation par la production d'un certificat délivré par la MSA prouvant qu'il exploite au minimum 12,5 ha de terrain,
 - le candidat devra avoir moins de 60 ans au 11 novembre de l'année de l'attribution,
 - toute personne physique ou morale déjà locataire d'une ou plusieurs parcelles d'une superficie supérieure à 2 hectares (prés et champs confondus) ne pourra pas se porter candidate,
 - le candidat pourra être une personne physique ou morale, mais seule une personne physique pourra se porter candidate par famille quelle que soit la forme de l'exploitation (SARL, EARL, SDF, SA, GAEC, EURL...),
- PRÉCISE que si aucune candidature prioritaire n'a été déposée, un tirage au sort sera effectué,
- PRÉCISE qu'en cas de plusieurs candidatures prioritaires, un tirage au sort sera effectué,
- DIT que l'attribution des terrains se fera lors du prochain Conseil municipal,
- FIXE le loyer selon l'arrêté préfectoral fixant les minima et les maxima des fermages :
 - à 144,11 €, charges en plus, pour le pré, ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Sandfurt, cadastré section 56, parcelle 8 (lot 11), d'une superficie de 98 ares,

Ce prix sera actualisé selon l'arrêté préfectoral constatant l'indice de fermage et sa variation pour l'année 2023.
- PRÉCISE que les terres agricoles seront soumises aux charges votées par délibération du Conseil municipal en date du 7 mars 2011,
- CHARGE le Maire de procéder à la publication de la location jusqu'au 20/11/2023 à 12 h 00 la publication sera effectuée sur les panneaux d'affichage situés dans le village,
- DIT que la location sera effective à compter du 11 novembre 2023,
- CHARGE le Maire de recueillir les candidatures.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

CONVENTION PORTANT MISE À DISPOSITION D'UN TERRAIN : VALIDATION DU PROJET ATC

- Vu le compte rendu des Commissions Réunies du 23 mars 2023,
 - Vu la délibération du 27 avril 2023 par laquelle le Conseil municipal en point divers par laquelle M. le Maire informe des informations récoltées pour le projet présenté pour l'étude pour la mise en place de l'antenne relais avec ATC.
 - Vu la délibération du 13 septembre 2023 en point divers, par laquelle le Conseil demande un projet avec chiffrage,
 - Vu le projet de convention présenté par la société ATC France,
 - Vu la redevance annuelle proposée pour cette mise à disposition d'un montant de 3 000,00 €,
 - Entendu les avis des conseillers,
- le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**
- ACCEPTE de conclure avec la société ATC France une convention portant mise à disposition d'un terrain communal pour l'accueil d'un Point Haut (notamment mâts, pylône, boîtiers de raccordement, éléments de sécurité, etc.) pour l'accueil des équipements télécom : le montant de la redevance annuelle de cette mise à disposition sera de 3 000,00 € (trois mil euros),
 - AUTORISE le Maire à signer la convention à intervenir,

- CHARGE le Maire de garantir auprès d'ATC France qu'un contrôle des ondes émises soit effectué.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

7 voix pour – 2 voix contre – 5 abstentions

N° 10

AVENANT AU CONTRAT DE CONCESSION POUR LA DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ

- Entendu M. le Maire qui expose au conseil :

La commune de Stotzheim, Electricité de France et Enedis ont conclu le 02/09/2019, pour une durée de 30 ans, un contrat de concession pour le service public de la distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés sur le territoire

Le contrat de concession comporte un cahier des charges intégrant un schéma directeur des investissements, établi sur la durée du contrat, ainsi qu'un programme pluriannuel des investissements pour la période 2020-2023.

Ce programme arrivant à son terme, Enedis a présenté lors de la réunion du 13 avril 2023 un bilan technique et financier de la période écoulée.

A la suite de cet échange, les parties ont convenu d'intégrer au Contrat de concession, par voie d'avenant, le programme pluriannuel d'investissements (PPI) de la période 2024-2027, qui succède au PPI de la période 2020-2023.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'intégrer au Contrat de concession, par voie d'avenant, le programme pluriannuel d'investissement (PPI) de la période 2024/2027, qui succède au PPI de la période 2020-2023,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 11

RECENSEMENT DE LA POPULATION : DÉSIGNATION DES AGENTS RECENSEURS, FIXATION DE LA RÉNUMÉRATION

- Vu la délibération du 29 juin 2023 par laquelle le Conseil municipal désigne Mme Laetitia MIMOUNI comme coordonnateur pour le recensement de la population 2024 et décide de lancer le recrutement des agents recenseurs,
- Vu le code général des collectivités,
- Vu la loi 2002-276 - Titre V relative à la démocratie de proximité,
- Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,
- Vu le décret 2003-561 (JO du 27 juin 2003) portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,
- Considérant qu'il appartient à la Commune de fixer la rémunération des agents recenseurs qui vont effectuer les opérations de collecte,
- Vu les candidatures reçues,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE les personnes suivantes comme agents recenseurs de la Commune à savoir :
 - Mme Blanche SCHREIBER, domiciliée 12 rue des Mimosas à STOTZHEIM,
 - Mme Christiane SCHULTZ, domiciliée 23 A Haut-Village à STOTZHEIM.

Ces personnes ont l'obligation de suivre les formations de préparation à cette campagne. Elles s'obligent à garder "le secret statistique" prévu par la loi du 7 juin 1951.

- DÉCIDE de fixer la rémunération des agents recenseurs comme suit : 3 € /dossier,

COMMUNE DE STOTZHEIM – DCM 26/10/2023

- DIT que les frais de formation seront en pris en charge par la collectivité et que les heures effectuées seront rémunérées de la façon suivante : en heures complémentaires. Les frais de déplacement et de repas seront également pris en charge par la Commune,
- DIT que ces tarifs ne comprennent pas les charges sociales qui restent à la charge de la commune,
- DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice 2024, au chapitre 12 - fonction 21 - article 6218 en ce qui concerne l'indemnité allouée aux agents recenseurs.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 12

PROJET DE REMPLACEMENT DE L'AIRE DE JEUX (ZONE DE LOISIRS)

- Vu la délibération du 23 mai 2023 par laquelle le Conseil décide de réaliser le projet de remplacement de l'aire de jeux,
- Vu la délibération du 23 mai 2023 par laquelle le Conseil confie la maîtrise d'œuvre du projet à WE-SCAPE, sise 67230 BENFELD, précise que le maître d'œuvre réalisera l'avant-projet détaillé.
- Vu le nouveau Code des marchés publics,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2541-12-6 qui attribue au Conseil municipal les décisions en matière de projets de construction,
- Considérant que la Commune peut solliciter des subventions pour ce projet,
- Considérant qu'il est nécessaire d'arrêter l'avant-projet détaillé et d'approuver le plan de financement pour ces travaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE l'avant-projet établi par le maître d'œuvre pour la restructuration de la zone de loisirs, pour un montant HT de 181 400,00 €,
- AUTORISE le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre, pour un montant HT de 19 300,00 €,
- APPROUVE le plan de financement prévisionnel ci-dessous pour les travaux de restructuration de la zone de loisirs :

Désignation	DÉPENSES	Source de financement	RECETTES
Travaux selon devis estimatif établi par le maître d'œuvre	181 400,00 €	DETR (30 %) (sur travaux HT sans MO)	54 420,00 €
Maîtrise d'œuvre Comprenant les diagnostics et levées topographiques	19 300,00 €	Subvention FEDER / Conseil Régional (40 %) (sur travaux HT sans MO)	72 560,00 €
		Autofinancement	73 720,00 €
TOTAL HT	200 700 ,00€		200 700,00€

- SOLLICITE la subvention au titre de la DETR 2024, au taux de 30 % sur le coût des travaux, sans maîtrise d'œuvre, soit 54 420,00 €,
- AUTORISE le Maire à solliciter les subventions possibles pour ces travaux correspondante,
- AUTORISE le Maire à déposer le permis d'aménager pour ce projet,
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU BÂTIMENT SIS 35 HAUT-VILLAGE : CHOIX DE L'ARCHITECTE

- Vu la délibération du 11 décembre 2020 par laquelle le Conseil municipal décide d'exercer son droit de préemption sur le bien cadastré en section 3 n°26, de 3,15 ares, au prix de 27 500,00 euros indiqué dans la Déclaration d'Intention d'Aliéner, frais d'agence de 2 500,00 euros en sus et motive l'usage du droit de préemption par la nécessité de créer un parking public à proximité des bâtiments communaux (mairie, presbytère, église, périscolaire) et notamment des écoles, compte tenu de la problématique rencontrée dans le village en matière de circulation et stationnement,
- Vu le permis de démolir n°PD 067 481 21 R0001 refusé le 28/09/2021,
- Vu le compte rendu de la visite sur place avec l'Architecte des Bâtiments de France en date du 24/02/2022,
- Vu la délibération du 2 février 2023 par laquelle le Conseil municipal décide de reporter ce point à un prochain conseil, en attente du projet et du devis de l'architecte pour la maîtrise d'œuvre.
- Vu les offres reçues,
- Vu la délibération du 13 septembre 2023 par laquelle le Conseil municipal demande des précisions et détails de l'offre établie par Architecture Avenir, sis 67230 WITTERNHEIM,
- Vu les détails reçus,
- Vu le comparatif des offres,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir Architecture Avenir, sis 67230 WITTERNHEIM, pour un montant HT de 1 800,00 €, comme architecte, pour le dépôt des demandes d'urbanisme pour le projet d'aménagement du bâtiment sis 35 Haut-Village,
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

FRAIS DE CHAUFFAGE D'UN LOCATAIRE COMMUNAL SIS 32 ROUTE ROMAINE

- Entendu M. le Maire qui informe les membres du remplacement du compteur du logement sis 32 Romaine, de la locataire Mme Grasser. En effet, il a été constaté que les charges 2021/2022 ont été élevées pour cette locataire. La locataire a également contacté le Maire pour demander une vérification. Le Maire a donc changé le compteur suite à ces constats,
- Vu les charges précédentes de cette locataire,
- Vu le calcul des charges 2022/2023 des locataires présenté,
- Entendu M. le Maire qui propose de réduire les frais de chauffage de cette locataire pour la période 2022/2023,
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'appliquer une réduction d'un montant de 428,00 € (quatre cent vingt-huit euros) aux frais de chauffage de Mme GRASSER, locataire de l'appartement sud, sis 32 route Romaine.
- PRÉCISE que cette réduction correspond à l'écart du prix du kwh consommés sur les deux dernières périodes de décompte des frais de chauffage.
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ABATTAGE D'ARBRES

- Vu Le décret n°2023-384 du 19 mai 2023 relatif au régime de protection des allées d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique dispose que les demandes d'abattage d'arbres d'allées et d'alignement seront dorénavant adressées au préfet de département.
- Entendu M. le Maire présente aux membres les arbres à abattre, arbres en mauvais état, menacent de tomber sur voie public, entrée Est ; Séquoïa du jumelage et un charme,
- Considérant qu'une demande d'urbanisme doit être déposée pour l'abattage de ces arbres,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE le Maire à déposer une déclaration préalable de travaux pour l'abattage de ces arbres.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

DIVERS ET COMMUNICATION

16.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil des Déclarations d'Intention d'Aliéner transmises à la Communauté des Communes du Pays de Barr :

- DIA reçue par Me MOREAU, notaire à CHATENOIS dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, un garage, cadastré section 7 parcelle 89/28 de 41,29 ares, sis 53 A Bas-Village, appartenant à M. FOULON.
- DIA reçue par Me LEHN-DE-DAMAS, notaire à MOLSHEIM, dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 1 n°1 et section 3 n°82/25 et la moitié indivise de 3 parcelles section 3n°83/25, de 4,75 ares, sis 33 A Haut-Village, appartenant M. MARCELLIER.

16.2. Compte rendu des Commissions Communales

Commissions Réunies : les membres se sont réunis le 4 octobre 2023 concernant les demandes des écoles et le point sur les travaux du Bas-Village.

Commission Consultative de la Chasse Communale : les membres se sont réunis le 23 octobre 2023 concernant l'agrément des candidatures pour les conventions gré à gré à intervenir pour les lots 1 et 2 et pour les clauses particulières.

Commission Forêt : les membres se sont réunis le 24 octobre 2023 concernant les travaux en forêt suivie de la vente de bois de chauffage.

M. le Maire fait le compte rendu de la vente de bois :

41 lots ont été vendus sur 54 lots mis en vente pour un total de 3 384 € pour 227,50 stères. Tous les lots de bois façonnés en long et débardés sur chemin forestier ont été vendus pour un montant total de 12 120 € pour 192,44 m3.

16.3. Rapports d'activités 2022

M. le Maire présente aux membres du Conseil le rapport d'activités 2022 reçu du Centre de Gestion du Bas-Rhin. Le Conseil prend acte du rapport d'activités 2022 du Centre de Gestion du Bas-Rhin.

16.4. Communication informations sur la rivière

M. le Maire présente aux membres les informations reçues de M. CUNTZMANN du Syndicat Mixte de l'Ehn-Andlau-Scheer suite au signalement reçu en mairie d'un administré concernant la présence de serpent dans la rivière et de demande concernant la baignade dans le Muhlbach. Les membres prennent acte et décident de ne pas installer les panneaux

16.5. Local commercial 34 route Romaine

M. le Maire demande aux membres leur avis sur l'avenir du local loué par le cabinet infirmiers. Il informe les membres des informations récoltées pour changer à nouveau la destination de ce local en logement. Ce changement nécessiterait des travaux pour rénover le logement. Il est également envisagé un local mis à disposition gratuitement aux associations. M. le Maire informe que le locataire de la pizzeria avait informé être intéressé pour la location d'une partie du local. Cependant, aucun écrit n'a été réceptionné à ce jour. Après discussions, les membres chargent le Maire de relancer le locataire de la pizzeria concernant son intérêt pour la location du cabinet infirmier.

16.6. Banque alimentaire du Bas-Rhin

La Commune participera, à la collecte nationale organisée par la Banque Alimentaire du Bas-Rhin les 24 et 25 novembre 2023. La collecte sera proposée en mairie le vendredi 25 novembre de 13h à 16h, pendant les heures d'ouverture au public. Les enfants scolarisés seront sensibilisés par le biais du personnel enseignant. La boulangerie sera également sollicitée. Un article sera publié dans le prochain bulletin municipal pour sensibiliser les habitants de Stotzheim à participer à cette collecte nationale. M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, se chargera de ramener la collecte.

16.7. Écoles : demande de stage

M. le Maire informe les membres qu'une jeune de Stotzheim effectuera un stage à l'école dans le cadre de son observation en milieu professionnel ; Mme Lola KLOPFENSTEIN, domiciliée 9 A Impasse des Jardins. La directrice de l'école maternelle a donné son accord. Le stage sera effectué du 19 au 23 février 2024.

16.8. Écoles : création d'une classe de dehors, occupation terrain rue des Prunes

M. le Maire présente aux membres le projet de création d'une classe de dehors par Mme Burg, directrice de l'école élémentaire. Cette classe de dehors nécessiterait la mise à disposition d'une partie de terrain rue des Prunes, à l'ancienne ferme Goepp qui sera démolie. Les membres donnent un accord de principe pour l'utilisation d'une partie du terrain selon l'avancée du projet.

16.9. Horaires d'ouverture au public de la mairie

Suite au changement de personnel, de l'assistante de la secrétaire générale, les horaires au public doivent être modifiés. Il est proposé de modifier les horaires comme suit :

Lundi de 13h à 16h

Mercredi de 8h à 12h

Vendredi de 8h à 12h

Le conseil donne son accord pour la modification présentée. Un article paraîtra dans le prochain bulletin ainsi que la page Internet de Commune, la page Facebook et les tableaux d'affichage.

16.10. Subvention Région Grand Est

M. Norbert RIESTER, Adjoint, informe les membres que la Commune percevra une subvention de 1264,90 € de la Région suite au changement des panneaux d'entrée du village en bilingue.

16.11. Contes à la bibliothèque

M. le Maire informe le Conseil de la prise en charge du conteur intervenant à la bibliothèque pour Noël comme chaque année. M. le Maire présente le devis validé pour un montant de 400 € TTC.

16.12. Contestation de l'aménagement au Bas-Village

M. le Maire présente aux membres le courrier reçu de contestation des habitants du Bas-Village. Il fait le compte rendu de l'avancée des travaux et des interventions sur place avec les administrés mécontents. Des modifications ont été apportées à l'aménagement.

Divers :

- M. le Maire présente aux membres le courrier reçu de Mme PHILIPP concernant la démolition prévue sis 5 rue des Prunes.

- M. le Maire présente aux membres la demande reçue de Mme FRINDEL, Présidente du Conseil de Fabrique, pour la mise à disposition de la salle d'honneur le 3 décembre prochain après la messe pour un verre de l'amitié ; le Conseil de Fabrique ne prévoit pas de repas paroissial cette année. Les membres donnent leur accord.
- Suite au départ de M. Rodrigue SPITZ, mise en disponibilité pendant 1 an et Mme Anne PHAN-RUNACHER, mutée depuis le 05/09, M. le Maire informe qu'une prime de fin d'année leur sera versée au prorata de leur activité 2023. Le calcul se fera sur le salaire du mois d'avril pour M. SPITZ et sur le salaire du mois d'août pour Mme PHAN-RUNACHER.
- Mme Dominique LEHMANN, membre du Conseil, informe les membres de l'organisation d'un après-midi jeux de société intergénérationnel par la Conseil municipal des Jeunes, qui aura lieu le dimanche 7 janvier 2024 dans la salle de la mairie.
- M. le Maire informe que la messe aura lieu à 10h le 11 novembre prochain. Comme chaque année, un verre de l'amitié sera organisé. Une publication sera diffusée pour inviter la population.
- Mme Anne DIETRICH, Adjointe, rappelle qu'une réunion devra être organisée avec les associations pour l'établissement du calendrier des fêtes 2024.
- M. Norbert RIESTER, Adjoint, propose de renouveler le mandelbari, à la boulangerie d'Ebersmunster pour la fête des personnes âgées, comme l'an dernier.

La séance est levée à 23 h 40

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 10 novembre et 13 novembre 2023***

***Extrait certifié conforme,
Le secrétaire de séance***



Le Maire